

L'île de la Réunion

Semestre 2 _ FR10070

Sujet : L'île de la Réunion

Titre de l'article : *À la Réunion, les Gilets jaunes ont mis en relief la dépendance de l'île à la voiture.*

Auteur : Philippe Desfilhes

Source : Reporterre, le quotidien de l'écologie, janvier 2019.

<https://reporterre.net/A-La-Reunion-les-Gilets-jaunes-ont-mis-en-relief-la-dependance-de-l-ile-a-la-voiture>

À La Réunion, les Gilets jaunes ont mis en relief la dépendance de l'île à la voiture

8 janvier 2019 / [Philippe Desfilhes \(Reporterre\)](#)



Sur l'île, le mouvement des Gilets jaunes a été intense les deux premières semaines. Les difficultés quotidiennes des Réunionnais sont aggravées par deux décennies d'aménagements privilégiant la voiture, au mépris de la géographie insulaire et au détriment des transports collectifs.

1. À La Réunion, le mouvement des Gilets jaunes a connu un démarrage rapide. Pendant les deux dernières semaines de novembre 2018, une quarantaine de barrages ont paralysé les routes de l'île de l'Océan Indien. Une spécificité en outre-mer, car La Réunion a été le seul département où les manifestations ont rejoint un tel niveau. Dès le 3 décembre, la situation s'est normalisée après la visite de trois jours de la ministre des Outre-Mer, Annick Girardin. Cette dernière a quitté l'île avec un « livre jaune » compilant une liste de revendications (vie chère, emploi, logement, pouvoir d'achat...) dans laquelle le manque de transparence de la vie politique, la corruption des élus, et bien sûr le prix des carburants étaient en bonne place.

2. « À La Réunion, rappelle Jean-Pierre Marchau, le secrétaire régional d'Europe Écologie-Les Verts, la fiscalité sur les carburants dépend des politiciens régionaux. » Depuis 2012, les Réunionnais reversent une partie des taxes qu'ils payent sur les carburants aux professionnels des transports : 11,33 centimes par litre de gazole aux transporteurs routiers et 26,33 centimes par litre aux taxis, ambulances et auto-écoles. « De plus, en décembre dernier, le président de la région, Didier Robert (Les Républicains), a fait voter une délibération pour augmenter les taxes et aligner les prix des carburants sur ceux de la métropole », poursuit le représentant écolo.

3. Cette double injustice explique en grande partie la virulence de la colère des Gilets jaunes réunionnais. Le conseil régional a certes fait un geste, en promettant un chèque carburant de 100 euros par an aux cent mille familles les plus modestes. Autant dire rien, car les Réunionnais les plus pauvres sont souvent ceux qui n'ont pas de voiture.

La nécessité de trouver une alternative à l'ancienne route du littoral

4. Si tous les Réunionnais payent cher leurs trajets quotidiens, c'est à cause d'un manque de transports collectifs adaptés aux conditions de circulation insulaire. Michel Dubromel connaît bien la problématique des transports sur l'île. Le président de France Nature Environnement (FNE) est de ceux qui en 2007 avaient soutenu avec acharnement le projet de tram-train de Paul Vergès, le leader de la gauche réunionnaise et président de la région de 1998 à 2010. Ce tram-train aurait permis de relier dans un premier temps le nord et le nord-est de l'île, avec une déviation vers Le Port, puis vers toute la côte occidentale. Mais ce dernier n'a jamais vu le jour, au profit d'une politique d'aménagement routier.

5. Étant donné les conditions de circulation sur l'île (840.000 habitants possèdent 450.000 véhicules sur un territoire de 2.500 km²), la politique du « tout voiture » y est tout particulièrement un non-sens. Pourtant, elle a été renforcée par le choix de la droite réunionnaise, arrivée à la tête de la région en 2010, de construire la « nouvelle route du littoral » (NRL). Depuis, FNE suit avec désespoir l'avancée des travaux. « C'est à la fois un immense gâchis environnemental et un choix financier désastreux », déplore le président de l'ONG.

6. Notre journal a suivi dès le départ la construction de cette route à deux fois trois voies construite pour moitié en mer sur pilotis et pour moitié sur une gigantesque digue adossée à la côte. Personne ne sait combien coûteront les fameux 12,5 kilomètres qui relieront Saint-Denis à La Possession, près de Le Port. La première moitié du projet — le viaduc sur pilotis — devrait être achevée d'ici 8 à 9 mois pour une entrée en service dans deux ou trois ans, mais des difficultés techniques subsistent pour la construction de la digue et donc du reste de la route, ce qui explique les incertitudes sur son coût.

La succession de mauvais choix effectués depuis plus de vingt ans en faveur de l'automobile est un lourd handicap

7. Selon les experts, le chantier devrait coûter finalement 2,8 à 3 milliards d'euros alors que les estimations tournaient autour 2 milliards d'euros au départ. Or, les accords de Matignon à l'origine du projet stipulent que les dépassements budgétaires **seront à la charge des Réunionnais**. Pour calmer les Gilets jaunes, Didier Robert a annoncé qu'il abandonnait l'augmentation des taxes sur les carburants destinées à aligner leurs coûts sur ceux de la métropole. « *Dans ces conditions, où trouver l'argent pour construire des transports en commun dignes de ce nom ?* », s'interroge Jean-Pierre Marchau.

8. Pour l'élu vert, également chargé des transports de la Cinor, la communauté d'agglomération de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne (les trois villes du nord de l'île), il y a énormément à faire. Le **morcellement** du territoire nécessite d'améliorer considérablement les réseaux de bus. Il faut également régénérer et moderniser en investissant dans des bus de nouvelle génération et leur aménager des voies réservées pour **fluidifier** leurs mouvements. La Cinor est précurseur en ce qui concerne le téléphérique urbain, avec une ligne de 2,7 kilomètres de longueur qui desservira le centre de Saint-Denis depuis les hauteurs qui entourent la ville. La ligne est financée et devrait être inaugurée au premier semestre 2020. « *Mais l'argent manque pour déployer ailleurs sur l'île cette solution ingénieuse et économique, particulièrement bien adaptée à la **topographie** montagneuse* », regrette-t-il.

9. Les projets de transports collectifs seront difficiles à financer. « *Il est scandaleux que seulement 3 % de la taxe sur les carburants soient **affectés** au développement ou à l'amélioration des transports en commun, alors qu'il faudrait en affecter au moins un tiers* », considère Jean-Pierre Marchau. Mais la succession de mauvais choix effectués depuis plus de vingt ans en faveur de l'automobile est un lourd handicap. « *Les Réunionnais payent très cher leurs déplacements au quotidien à cause du manque **criant** de transports collectifs. Il faut que les Gilets jaunes en prennent conscience* », insiste Michel Dubromel.

Contexte

Les « gilets jaunes » : c'est un mouvement de contestations sociales qui a commencé à l'automne 2018 en France, suite à l'augmentation des prix des carburants. Il a donné lieu à beaucoup de manifestations et de revendications de la part de la population partout en France et a toujours lieu en ce moment, en février 2019.

Les partis politiques français mentionnés : « Europe Écologie Les Verts », c'est un parti politique écologique qui a une dimension européenne. Ils sont considérés comme étant de centre-gauche. « Les Républicains » est un parti politique de centre-droit qui a originellement été fondé par N. Sarkozy. La région de la Réunion est présidée par ce parti.

Les départements d'Outre-mer : ce sont des territoires de la République française qui ne sont pas géographiquement situés en métropole, c'est-à-dire pas sur le continent européen. Ce sont des départements à part entière qui ont également le statut juridique de région. La Réunion est donc un Département-Région d'Outre-Mer (DROM).

Le magazine Reporterre : il s'agit à l'origine d'un des premiers magazines écologiques français, qui est devenu en 2007 un site internet d'actualités, toutes en relation avec l'écologie et les problématiques environnementales. La ligne éditoriale se veut engagée envers l'environnement mais détachée des influences politiques de « droite » ou de « gauche ».

Vocabulaire

mettre en relief (expression) <i>mettre en évidence</i>	quotidien, -ne (adj.) <i>qui a lieu tous les jours</i>
une décennie (n.f.) <i>dix ans</i>	une quarantaine (n.f.) <i>plus ou moins quarante</i>
un barrage (n.m.) <i>ici, un obstacle</i>	l'Outre-mer (n.m.) <i>voir définition plus haut</i>
un élu (n.m.) <i>un représentant politique</i>	le carburant (n.m.) <i>l'essence ou le gasoil</i>
la fiscalité (n.f.) <i>tout ce qui est lié aux taxes</i>	reverser (v.) <i>ici, donner</i>
aligner (v.) <i>mettre sur une même ligne</i>	la virulence (n.f.) <i>la force, le charisme</i>
certes (adv.) <i>en effet</i>	au mépris de (expr.) <i>sans se soucier de</i>
insulaire (adj.) <i>qui habite sur l'île</i>	être de ceux (expr.) <i>faire partie de ceux</i>
relier (v.) <i>mettre en lien, en connection</i>	l'aménagement (n.m.) <i>la mise en installation</i>
mettre en relief (expression) <i>mettre en évidence</i>	un gâchis (n.m.) <i>un échec</i>
un pilotis (n.m.) <i>un support dans l'eau</i>	une digue (n.f.) <i>une avancée dans l'eau / la mer</i>
adossé, -e (adj.) <i>qui s'appuie sur</i>	le viaduc (n.m.) <i>une voie de transport</i>
achevé, -e (adj.) <i>qui est fini</i>	subsister (v.) <i>rester</i>
effectué, -e (adj.) <i>qui est fait</i>	être à la charge de (expr.) <i>devoir être payé par</i>
un Réunionnais (n.m.) <i>habitant de La Réunion</i>	le morcellement (n.m.) <i>la division</i>
fluidifier (v.) <i>rendre plus fluide</i>	la topographie (n.f.) <i>le relief</i>
affecter (v.) <i>attribuer</i>	criant, -e (adj.) <i>flagrant, évident</i>

Questions

1. Quel type de département est l'île de La Réunion ? (*voir paragraphe 1*)
2. À quoi sont liées les revendications des Réunionnais ? (*paragraphe 1*)
3. Quelle solution a été proposée pour les familles les plus pauvres par rapport aux prix du carburant ? (*paragraphe 3*)
4. Quelle est la situation des transports en commun sur l'île de La Réunion ? (*paragraphes 4 & 5*)
5. Quel projet avait été proposé par l'ancien président de la région et quel était le plan ? (*paragraphe 4*)

6. Selon le texte, quel moyen de transport a été favorisé par la nouvelle politique d'aménagement ? (*paragraphe 5*)

7. Comment est considéré ce choix par les représentants écologiques ? (*paragraphe 5*)

8. Quelles améliorations de transports en commun devraient être mises en place ? (*paragraphe 6 à 8*)

9. Quel nouveau projet devrait voir le jour d'ici 2020 ? Où est-il situé ? (*paragraphe 8*)

10. Quel est le problème avec la taxe sur les carburants, selon Europe Écologie Les Verts ? (*paragraphe 9*)

11. Si vous étiez un habitant de La Réunion, que penseriez-vous de l'aménagement routier de l'île ? (*question bilan*)

12. Pouvez-vous faire une comparaison entre les transports en commun de l'île de La Réunion et ceux de Dublin ? (*question bilan*)